

Agence d'Annecy

3 Bis, Impasse des Prairies

PAE Les Glaisins - ANNECY-LE-VIEUX

74940 ANNECY

Tel 04 50 64 26 55

sps.annecy@alpes-contrôles.fr

Référence : 740S2452 PGC - PGC 2**Date d'édition** : 18/09/2025**Rapport comportant** : 24 pages

PGC

Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé Catégorie 2

OPERATION
ANNEMASSE AMENAGEMENT DUN PLATEAU DE CONSULTATION Îlot Bernard Rue du Môle 74100 ANNEMASSE
Maître d'ouvrage
CENTRE HOSPITALIER ALPES-LEMAN 558 route de Findrol 74130 CONTAMINE SUR ARVE

Le coordonnateur SPS
Philippe NIVET



LISTE DE DIFFUSION

Indice	Date	Coordonnateur	Phase Opération	Observations
01	06/02/2025	NIVET Philippe	DCE	
02	18/09/2025	NIVET Philippe	DCE	Mise à jour DCE Septembre 2025

Diffusion :

Diffusion	CENTRE HOSPITALIER ALPES-LEMAN Monsieur CHEREL Nicolas Madame MEGEVAND Natacha	Maître d'ouvrage Maître d'oeuvre, Maître d'ouvrage	ncherel@ch-alpes-leman.fr nniedbalamegevand@ch-alpes-leman.fr
-----------	--	---	--

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT	1 page
2.	PRESENTATION DU PROJET	1 page
3.	PRESENTATION DES INTERVENANTS	2 pages
4.	PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS	1 page
5.	MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	17 pages

1. PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT

1.1 Objet du document

Le présent Plan Général de Coordination définit des mesures à mettre en Oeuvre en matière de coordination de la sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Le document précise pour chaque tâche relative à la prévention des risques en matière de sécurité et de protection de la santé, dans le cadre de la coactivité :

- Le risque éventuel,
- Une mesure de prévention proposée,
- La ou les entreprises en charge de sa réalisation, de son entretien, et celles chargées financièrement de la tâche sont précisées dans :
 - ▶ Les chapitres 4 et suivants
 - ▶ CCTP et/ou DPGF et/ou CCAP s'ils ont été fournis

Le document ne précise pas les mesures de prévention relatives aux risques propres des entreprises, générés par elles-mêmes pour leurs propres salariés, relevant de leurs seules responsabilités.

Il ne présente pas de mesures liées aux risques générés par le chantier sur l'environnement, mesures définies dans les CCTP et/ou le CCAP de la maîtrise d'oeuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Les dispositions du présent document pourront, dans le cadre de la réalisation des PPSPS des entreprises, être adaptées en fonction des matériels et méthodes des entreprises, ces adaptations étant des mesures d'une efficacité au moins équivalente. Ces adaptations ne pourront toutefois être acceptées qu'après analyse et vérification de leurs cohérences avec l'ensemble des mesures et incidences sur les autres entreprises éventuellement concernées par ces adaptations.

1.2 Etat contractuel à la date de rédaction du PGC

Suivi du marché de coordination en matière de sécurité et protection de la sante par Bureau Alpes Contrôles :

- Offre de contrat retournée signée par le Maître d'ouvrage le 14/10/2024.

2 PRESENTATION DU PROJET

2.1 Description succincte

Nom de l'opération :	ANNEMASSE AMENAGEMENT DUN PLATEAU DE CONSULTATION
Adresse :	Îlot Bernard Rue du Môle 74100 - ANNEMASSE
Type d'ouvrage :	Aménagement d'un plateau de consultation
Type de toiture :	Sans objet
Nombre de niveaux :	1
Nombre d'infrastructures :	0
Nombre de superstructures :	1

2.2 Documents de base pour la réalisation du présent PGC, transmis par le Maître d'ouvrage

Dossiers de plans	Date
Plans et coupes PRO indice E	08/09/2025
Pieces écrites	Date
CCTP Lots fluides	15/04/2025
CCTP Lots Second oeuvre	25/08/2025

2.3 Informations administratives sur l'opération

2.3.1 Classement de l'opération

L'opération est classée par le Maître d'ouvrage en catégorie **2**.

2.3.2 Déclaration préalable

Elle doit être transmise aux organismes de prévention par le Maître d'ouvrage.

2.3.3 Obligations relatives au classement et au montant de l'opération

Les entreprises, titulaires et sous-traitantes, **y compris les entreprises individuelles et artisanales**, sont soumises à l'obligation de réalisation d'une inspection commune avec le Coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

L'opération étant classée en Catégorie **2**, les entreprises titulaires et sous-traitantes réalisant des travaux comportant des risques sont soumises à l'obligation de réalisation de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

2.3.4 Prévision d'effectifs

L'effectif moyen prévisionnel pour les travaux est de : 6 personnes

L'effectif de pointe prévisionnel est de : 12 personnes

2.4 Informations sur le planning de l'opération

2.4.1 Calendrier général des travaux

Phase actuelle de l'opération pour établissement du présent PGC :

- DCE
- Début des travaux : Décembre 2025
- La durée d'exécution des travaux est de : 6 mois de travaux

3 PRESENTATION DES INTERVENANTS

3.1 Intervenants Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'Oeuvre

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Maître d'ouvrage	CENTRE HOSPITALIER ALPES-LEMAN	558 route de Findrol 74130 CONTAMINE SUR ARVE Tel : 04-50-82-20-00 Fax : 04-50-82-24-11
	Madame MEGEVAND Natacha	nniedbalamegevand@ch-alpes-leman.fr
Maître d'oeuvre	CENTRE HOSPITALIER ALPES-LEMAN	558 route de Findrol 74130 CONTAMINE SUR ARVE Tel : 04-50-82-20-00 Fax : 04-50-82-24-11
BET Fluides	ARIA FLUIDES	33 allée Galilée 74700 SALLANCHES Tel : 04 50 58 25 18 ingenierie@ariaprojets.com
Bureau de contrôle	BUREAU ALPES CONTRÔLES	AYZE ctc.bonneville@alpes-contrôles.fr
Coordonnateur SPS	BUREAU ALPES CONTROLES SPS	3 bis Impasse des Prairies Annecy le Vieux 74940 ANNECY Tel : 04 50 64 26 55

3.2 Organismes de prévention

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
DDETS	DDETS 74	48, avenue de la République CRAN GEVRIER 74990 ANNECY CEDEX 09 Tel : 04 50 88 28 85 ddets@haute-savoie.gouv.fr
CARSAT	CARSAT Rhône-Alpes (Antenne Prévention Haute-Savoie)	3, rue Docteur Nodet (Prévention des Risques Professionnels Antenne de Haute-Savoie) 01000 Bourg-en-Bresse Tel : 04 50 66 68 00 Fax : 04 50 66 68 09 prevention.hautesavoie@carsat-ra.fr
OPPBTP	OPPBTP 38	Bâtiment Andromède 3 rue des Méridiens 38130 ECHIROLLES Tel : 04 76 46 92 68 Fax : 04 76 85 32 16 grenoble@oppbtp.fr

3.3 Marchés - Lots - Entreprises

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Lot 01A - Chauffage - Rafratchissement		
Lot 01B - Ventilation		
Lot 01C - Plomberie - Sanitaire		
Lot 02 - Electricité - Courants forts et faibles		
Lot 05 - Cloisons - Doublages - Faux-plafonds		
Lot 06 - Chapes		
Lot 07 - Carrelages - Faïence		
Lot 08 - Menuiseries intérieures		
Lot 09 - Peintures		
Lot 10 - Mobilier		
Lot 11 - Stores intérieurs		
Lot 12 - Protections murales		

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Lot 13 - Vitrophanie		

4. PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS

Les chapitres suivants du présent document décriront les sujétions en matière de mise en oeuvre des dispositions de sécurité, celles-ci seront réparties suivant les modalités ci-après :

Par intervenant :

Abréviation	Corps d'état	Lot(s) concerné(s)
PB	Plomberie - Sanitaire - CVC	Lot 01A - Chauffage - Rafraichissement Lot 01B - Ventilation Lot 01C - Plomberie - Sanitaire
EL	Électricité	Lot 02 - Electricité - Courants forts et faibles
PLAQ	Cloisons - Doublages	Lot 05 - Cloisons - Doublages - Faux-plafonds
CAR	Carrelage	Lot 06 - Chapes Lot 07 - Carrelages - Faïence
MIN	Menuiseries intérieures	Lot 08 - Menuiseries intérieures Lot 10 - Mobilier Lot 11 - Stores intérieures
PEIN	Peintures	Lot 09 - Peintures
FLOC	Flocage	Lot 12 - Protections murales
MO	Maîtrise d'Ouvrage	Maître d'ouvrage - CENTRE HOSPITALIER ALPES-LEMAN
MOE	Maîtrise d'Oeuvre	Maître d'oeuvre - CENTRE HOSPITALIER ALPES-LEMAN
OPC	Ordonnancement Pilotage et Coordination	Maître d'oeuvre - CENTRE HOSPITALIER ALPES-LEMAN
CSPS	Coordonnateur sécurité et protection de la santé	Coordonnateur SPS - BUREAU ALPES CONTROLES SPS

EC	Entreprise Concernée par l'activité et les risques décrits
TCE	Tous Corps d'Etats
CES	Corps d'Etats Secondaires
CP	Compte prorata
SO	Sans objet

Par intervention :

Installation :

- Le titulaire réalise les travaux au titre de son marché, en assure les études de mise en oeuvre, les vérifications techniques réglementaires et la levée des réserves éventuelles.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, le(s) décisionnaire(s) demandant cette application sera précisé.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

Entretien :

- Les dépenses correspondantes seront attribuées au lot indiqué, comprenant toutes reprises, compléments et apports complémentaires afin d'assurer son objet initial, vérifications techniques complémentaires suivant besoins et la levée des réserves éventuelles.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

5. MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

5.1	MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)	2
5.1.1	Contraintes d'environnement	2
5.1.1.1	Particularités du site	2
5.1.1.2	Réseaux	3
5.1.1.3	Conditions d'accès au site	4
5.1.1.4	Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux (le cas échéant)	4
5.1.1.5	Chantier(s) limitrophe(s) connu(s), ouvert(s) ou prévu(s) à la date de rédaction du présent document	5
5.1.1.6	Etablissements industriels, commerciaux, de proximités	5
5.1.1.7	Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier	5
5.1.1.8	Prévention liée à la présence d'amiante	5
5.1.1.9	Prévention liée à la présence de plomb	5
5.1.2	Organisation générale du chantier	6
5.1.2.1	Installations de chantier : Généralités	6
5.1.2.2	Installations de chantier : Base vie	7
5.1.2.3	Installations de chantier : Clôture, signalisation et balisage	8
5.1.2.4	Installations électriques provisoires (NFC 15-100 article 704-4)	8
5.1.2.5	Circulation sur le chantier	9
5.1.2.6	Conditions et délimitations des zones de stockage ou entreposage	9
5.1.2.7	Nettoyage et Gestion des déchets	9
5.1.2.8	Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel	10
5.1.3	Consignes communes à toutes les entreprises	11
5.1.3.1	Protections collectives	11
5.1.3.2	Mesures de prévention collectives et individuelles communes à toutes les entreprises	12
5.2	MESURES DE PREVENTION PAR PHASE	14
5.2.1	Phase Préparation	14
5.2.2	Phase Corps d'Etats Secondaires	15
5.3	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	16
5.3.1	Affichage « En cas d'accident »	16
5.3.2	Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476)	17

5.1 MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)

5.1.1 Contraintes d'environnement

5.1.1.1 Particularités du site	Installation	Entretien
Site de type Urbain		
Bâtiments mitoyens <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Localisation : - Rue du Môle prolongée Contraintes dues aux mitoyens : - Bâtiments occupés		
Voies de circulation Noms des voies de circulation : - Rue du Môle prolongée Contraintes dues aux voies de circulations : - Circulations piétonnes et routières		
Servitudes <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		

5.1.1.2 Réseaux	Installation	Entretien
Les déclarations de travaux et les coordonnées des concessionnaires sont disponibles sur le guichet unique : www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr		
Déclaration de projet de travaux (DT) <u>Déclaration de projet de travaux aux concessionnaires :</u> Transmise par le Maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	MO	MO
Déclarations d'Intention de Commencements de Travaux (DICT) Les différentes Déclarations d'Intentions de Commencements de Travaux seront adressées, en temps opportun aux différents services concessionnaires et services techniques municipaux. Le rappel des consignes de l'encadrement aux intervenants chantier devra être formalisé.	EC	EC
Réseaux connus par le CSPS à la rédaction du présent PGC <u>Réseaux aériens connus :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Veiller à la présence de réseaux aériens sur la voie (problème d'approvisionnement, de montage de grue, d'échafaudage, etc...) Contraintes dues aux lignes aériennes électriques sur l'emprise du projet : Risques d'électrocution, mise en œuvre des prescriptions minimum suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Délimitation de la zone de non accès le long de la ligne en respectant les distances de sécurité, au moyen d'un balisage par grillage orange hauteur 1 mètre. • Mise en place de chaque côté de la ligne, de gabarits de passage conservant la distance de sécurité réglementaire en vue de passer sous la ligne. • Le cas échéant, attente intervention isolation ou consignation du réseau par le concessionnaire concerné avant de débiter les travaux 	EC	EC

5.1.1.3 Conditions d'accès au site	Installation	Entretien
Horaires d'accès au chantier Dans le cas d'horaires postés, information obligatoire à transmettre au coordonnateur	EC	EC
Voie d'accès au chantier <ul style="list-style-type: none"> • Localisations : rue du Môle prolongée • <u>Nature</u> : communale • Gabarit (largeur exploitable) : 6 mètres • <u>Entretien général</u> : goudronné correct / sans difficulté apparente 		
Parkings <p>➤ Véhicules chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autorisés dans l'enceinte du chantier, sur plate-forme aménagée à cet effet, sauf pendant les travaux de : <p>Prescriptions d'aménagements : aménagement d'une plateforme destinée aux stationnements pour les besoins du chantier</p> <p>➤ Véhicules personnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Interdits dans l'enceinte du chantier pendant toute la durée du chantier 	TCE	TCE

5.1.1.4 Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux (le cas échéant)	Installation	Entretien
<p>➤ Autorisation de voirie à demander aux services de voirie de la mairie, du département</p> <p>➤ Modification temporaire des voies de circulation, au vu des largeurs actuelles de celles-ci, et aménagements à envisager, dans le cadre du chantier</p> <p>➤ Information des usagers</p> <p>➤ Mise en œuvre préalable d'une signalisation routière, temporaire de chantier (panneaux, feux)</p> <p>➤ Emprise d'une zone de chantier (stockage, bennes, bungalows)</p> <p>➤ Emprise d'une zone d'implantation de grue fixe, mobile</p> <p>➤ Emprise à prévoir pour PEMP (plateforme élévatrice mobile de personnel)</p> <p>➤ Emprise à prévoir pour modification de trottoir et de voirie, de circulations véhicules et piétons pour la réalisation des travaux</p>	EC	EC

5.1.1.5 Chantier(s) limitrophe(s) connu(s), ouvert(s) ou prévu(s) à la date de rédaction du présent document	Installation	Entretien
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		

5.1.1.6 Etablissements industriels, commerciaux, de proximités	Installation	Entretien
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		

5.1.1.7 Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier	Installation	Entretien
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		

5.1.1.8 Prévention liée à la présence d'amiante	Installation	Entretien
<p>Pour tout bâtiment impacté par les travaux dont le permis de construire est antérieur au 1^{er} Juillet 1997, un rapport de repérage amiante avant travaux prévu aux articles L4412-2 et R4412-97 doit être fourni au CSPS et ses conclusions doivent être intégrées au PGC.</p> <p>RAPPORT DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX TRANSMIS :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p> <p>Sans objet pour la présente opération (construction neuve ou ouvrages existant concernés dont le permis de construire est postérieur au 1^{er} Juillet 1997).</p>		
<p>Mesures de prévention spécifiques</p> <p>Dans le cas de découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, lors de la réalisation des présents travaux, au cours de démolition d'ouvrages non démontables pour le diagnostic, ces matériaux devront impérativement être laissés en place et signalés au Maître d'ouvrage ou à son représentant, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS. Ceux-ci préciseront la marche à suivre pour le traitement de ces matériaux.</p>	TCE	

5.1.1.9 Prévention liée à la présence de plomb	Installation	Entretien
<p>Selon la directive de la DIRECCTE CENTRE de mars 2014 le Diagnostic plomb avant travaux est obligatoire dans les conditions suivantes :</p> <p>La date de construction des bâtiments impactés par les travaux et la nature des travaux imposent le diagnostic plomb selon le tableau suivant.</p> <div><div>→ 1949 → 1974 → 1994 →</div><div><div>Sur toutes les unités de diagnostic impactées par les travaux</div><div>Uniquement sur :<ul style="list-style-type: none">• les supports métalliques peints,• les unités de diagnostic impactées par les travaux destructifs</div><div>Uniquement sur les unités de diagnostic impactées par les travaux destructifs</div><div>Le diagnostic n'est pas nécessaire</div><div></div></div></div>		
<p>RAPPORT DE DIAGNOSTIC PLOMB AVANT TRAVAUX TRANSMIS :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p> <p>Sans objet pour la présente opération (construction neuve ou ouvrages existant concernés dont le permis de construire est postérieur à 1994).</p>		

5.1.2 Organisation générale du chantier

5.1.2.1 Installations de chantier : Généralités	Installation	Entretien
Panneau de chantier		
➤ Mise en place d'un panneau réglementaire incluant l'ensemble des intervenants du chantier et leurs coordonnées suivant CCTP	MO	MO
Plan d'Installation de Chantier (PIC)		
➤ Projet de Plan d'Installation de Chantier (à définir) ➤ Le Plan d'Installation de Chantier sera à soumettre pour visa au Maître d'œuvre et avis au Coordonnateur SPS, pendant la phase de préparation du chantier, sur la base du projet précité. Celui-ci doit faire apparaître très clairement les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Installations générales de chantier • Base vie (vestiaires, réfectoires et sanitaires répartis sur toute la surface du chantier), • Parkings véhicules chantier • Zone containers et bungalows entreprises • Voies de circulation • Position des clôtures de chantier, du portail d'accès • Position de la signalisation de chantier : extérieure, intérieure • Emplacement des aires de stockage : <ul style="list-style-type: none"> ○ Stockage matériel ○ Stockage tampon de matériaux • Zones de bennes pour l'évacuation des gravats et déchets • Position de l'armoire principale de l'installation électrique • Toute indication supplémentaire demandée pendant la phase de préparation, par le MO, le MOE, le CSPS 	MOE	MOE

5.1.2.2 Installations de chantier : Base vie	Installation	Entretien
Locaux communs à toutes les entreprises		
<p>➤ Les locaux communs à tous les intervenants autorisés à accéder au chantier (Maîtrise d'ouvrage, Maîtrise d'œuvre, entreprises), ci-dessous désignés doivent obligatoirement être mis en place pendant la période de préparation de chantier. Cette base vie devra impérativement être opérationnelle jusqu'à la fin de chantier.</p> <p><u>Ces locaux devront comprendre :</u></p> <p>➤ Cantonnements sanitaires/lavabos pour Tous Corps d'Etats, éclairés, chauffés et aérés, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 cabinet et 1 urinoir, ou 2 cabinets pour 20 personnes (chantier > 4 mois), OU minimum 1 cabinet chimique pour 10 personnes (chantier < 4 mois), • 1 lavabo pour 10 personnes, • 1 douche pour 8 personnes (travaux salissants, démolition) • 1 point d'eau potable à disposition ou 3 litres au moins par jour et par travailleurs • En cas d'arrivée de personnel féminin sur le chantier un WC et un lavabo devront être installés en plus de l'installation de base <p>➤ Cantonnements pour vestiaires et réfectoires pour Tous Corps d'Etats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vestiaires : 1,25m² + 1 armoire par salarié • Réfectoire : 1, 50m² par salarié + équipements adaptés • En cas d'arrivée de personnel féminin sur le chantier un vestiaire spécifique devra être installé en plus de l'installation de base <p>➤ Salle de réunion de chantier éclairée, chauffée et aérée, conforme au CCTP.</p> <p>OU locaux dans l'existant respectant les mêmes prescriptions, après accord préalable du maître d'ouvrage et prise en compte des remises en état en fin de chantier.</p>	<p>PLAQ ELEC PB</p>	<p>PLAQ ELEC PB</p>

5.1.2.3 Installations de chantier : Clôture, signalisation et balisage	Installation	Entretien
<u>Clôture de chantier</u>		
➤ Cloisonnement et portes provisoires, mise en place et déplacements en fonction des différentes phases du chantier, afin de délimiter les zones d'interventions dans les bâtiments existants concernés par les travaux, dans tous les niveaux	MIN	MIN
<u>Signalisation et Balisage</u>		
➤ A l'extérieur du site : <ul style="list-style-type: none"> Signalisation et fermeture des places de stationnement réservées au chantier 	EC	EC

5.1.2.4 Installations électriques provisoires (NFC 15-100 article 704-4)	Installation	Entretien
<u>Installation électrique générale de chantier</u>		
➤ Source : au sens de la mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé, la source s'entend à la limite d'emprise du chantier. <ul style="list-style-type: none"> Réseau EDF Transformateur Public EDF / Privé Groupe électrogène provisoire 	EL	EL
➤ Les liaisons depuis l'armoire générale du chantier vers les différentes armoires générales par bâtiment (ou par cages d'escaliers) s'effectueront sous fourreaux apparents ou enterrés.	EL	EL
<u>Installation électrique secondaire de chantier</u>		
➤ Source : Armoires générales par bâtiment (ou par cages d'escaliers) ➤ Coffrets de chantier : répartis aux différents niveaux distribués depuis les colonnes montantes des cages d'escaliers et ne nécessitant pas l'utilisation de rallonge de plus de 25 m pour les différents travaux. Distribution vers les différents postes de travail depuis les armoires ou coffrets de chantier, en respectant une distance obligatoirement inférieure à 25 m. Aucune rallonge défectueuse ou équipement portatif défectueux ne sera tolérée sur le chantier. Dans le cas contraire, ceux-ci seront automatiquement mis au rebut.	EL	EL
<u>Eclairage provisoire</u>		
➤ Eclairage intérieur : Les éclairages intérieurs protégés (hublots, bandeaux LED) seront mis en œuvre à l'avancement et devront permettre une accessibilité aisée sur toutes les circulations horizontales de l'ensemble du chantier. L'ensemble des travaux doit être réalisé dans des conditions d'éclairement suffisantes. Pour les besoins du chantier et pour certaines interventions il sera obligatoirement réalisé un éclairage temporaire d'appoint.	EL	EL
<u>Vérification de conformité :</u>		
➤ Les installations électriques et l'éclairage de chantier devront être vérifiés par un organisme agréé avant toute mise en service. Les réserves éventuelles devront impérativement être levées par le chef d'entreprise du lot concerné avant toute utilisation.	EL	EL
<u>Chauffage de chantier (option)</u>		
➤ Mise en œuvre Chauffage ou préchauffage de chantier Suivant les conditions hivernales du site et la planification de l'OPC, des équipements de chauffage ou de préchauffage des locaux seront nécessaires. En fonction des possibilités techniques du chantier, sur décision de l'équipe de maîtrise d'œuvre (MOE/OPC/CSPS/MO) il sera envisagé : <ul style="list-style-type: none"> <u>Les moyens</u> : la location de moyens de chauffage ou la mise à disposition d'équipements de l'opération 	EC	EC
➤ Fermeture des ouvrants permettant le maintien de l'efficacité des systèmes de chauffage	EC	EC

5.1.2.5 Circulation sur le chantier	Installation	Entretien
<u>Circulations horizontales intérieures</u>		
<p>➤ Les circulations à l'intérieur des bâtiments seront aménagées de manière à :</p> <ul style="list-style-type: none"> Protéger les ouvriers contre tout risque de chute de plain-pied. Permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel. 	EC	EC
<u>Circulations verticales intérieures</u>		
<p>➤ Echelles d'accès ponctuels et réglementaires</p> <p>Les accès échelles devront être strictement limités aux accès ponctuels et sans manutentions manuelles et devront dans ce cas respecter les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Echelle dépassant le niveau à atteindre de 1.00 m, fixée en tête et en pied Aménagement d'une plate-forme protégée par garde-corps au niveau à atteindre Echelle d'accès des personnels uniquement (pas de matériau ou de matériel porté) <p>Une échelle n'est pas un poste de travail</p>	EC	EC
5.1.2.6 Conditions et délimitations des zones de stockage ou entreposage	Installation	Entretien
➤ Tout stockage ou entreposage, devra être correctement calé ou stabilisé avec des moyens adaptés aux équipements ou matériaux, évitant tout renversement.	EC	EC
➤ Les circulations devront rester libres de tous stockages ou autres.	TCE	TCE
5.1.2.7 Nettoyage et Gestion des déchets	Installation	Entretien
<u>Nettoyage de chantier</u>		
Le chantier sera nettoyé quotidiennement et au fur et à mesure du déroulement des <u>TRAVAUX</u> .	EC	EC
Chaque entreprise DOIT impérativement débarrasser ses propres déchets de chantier, au fur et à mesure de leurs productions.	EC	EC
Les nettoyages devront être effectués conformément aux principes suivants :		
➤ Nettoyage général phase Exécution Corps d'Etats Secondaires	EC	EC
➤ Les parties communes à toutes les entreprises (circulations, voies de circulations, espaces extérieurs, ...) devront être tenues propres constamment.	TCE	TCE
➤ Nettoyage des postes de travail de chacun, et par aspiration des poussières (plâtre, ciment, bois).	EC	EC
➤ Entretien, nettoyage quotidien cantonnements Tous Corps d'Etats et hebdomadaire locaux Maîtrise d'œuvre	PB	PB
➤ Nettoyage sur injonction : travaux ordonnés à l'entreprise désignée par le MOE et CSPS, et/ou OPC, et/ou MO	A charge Entreprise défaillante consignée sur le CR chantier	A charge Entreprise défaillante consignée sur le CR chantier
➤ Défaillance d'une entreprise : travaux ordonnés à l'entreprise désignée par le MOE et CSPS, et/ou OPC, et/ou MO	A charge Entreprise défaillante consignée sur le CR chantier	A charge Entreprise défaillante consignée sur le CR chantier

5.1.2.7 Nettoyage et Gestion des déchets	Installation	Entretien
➤ Défaillance d'évacuation des déchets de plusieurs entreprises sans pouvoir affecter celle-ci à un lot précis : travaux ordonnés à une entreprise extérieure ou à l'entreprise désignée par le MOE et CSPS, et/ou OPC, et/ou MO	A charge CP consigné sur le CR chantier	A charge CP consigné sur le CR chantier
Conditions de stockage, d'élimination et d'évacuation des déchets		
➤ Evacuation des déchets produits par les entreprises par leurs propres moyens à l'avancement de leurs travaux	EC	EC

5.1.2.8 Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel	Installation	Entretien
Consignes – Services d'urgences		
➤ Consignes à retrouver en affichage extérieure de la base vie	PB	PB
Fiche d'appel des secours en annexe	TCE	TCE
Mesures d'évacuation		
➤ L'évacuation des blessés selon la gravité des blessures peut se faire par ambulance en empruntant la voie d'accès préalablement dégagée.	TCE	TCE
Déclaration d'accident		
➤ Chaque entreprise se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident, préviendra le CSPS le plus rapidement possible (au plus tard sous 24 heures) et rédigera un compte-rendu relatant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter tout renouvellement du même accident.	TCE	TCE
Mesures de secours et de communication sur le site		
➤ Chaque entreprise sur le site disposera d'une trousse de premiers secours	TCE	TCE
➤ Chaque entreprise disposera d'un téléphone toujours accessible sur le chantier.	TCE	TCE
Secouriste		
➤ Il est exigé pour toute la durée du chantier, une présence d'un secouriste dans la proportion de 1 pour 20 salariés effectivement présents sur le chantier.	TCE	TCE

5.1.3 Consignes communes à toutes les entreprises

5.1.3.1 Protections collectives

Note préliminaire :

Les différentes mesures de protection collective, sont décrites pour celles qui sont à mettre en œuvre obligatoirement, dans le "**Chapitre 5.2 - Mesures de prévention par phase**" et dans l'ensemble des chapitres précédents.

Chacune d'entre elles est à **la charge d'une entreprise définie**, celle-ci assure sa mise en œuvre, sa maintenance, son retrait.

Le retrait d'une protection collective mise en œuvre par une entreprise n'est possible que dans les conditions suivantes :

- Après mise en œuvre des ouvrages définitifs, faisant protection collective définitive, ou supprimant le risque (garde-corps sur trémie ascenseur remplacé par les portes définitives de l'ascenseur par exemple)
- Après suppression du risque en cours de chantier
- Pour réalisation de travaux nécessitant la dépose de la protection collective : respecter la procédure **ci-après**.

Retrait provisoire d'une protection collective :

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui, pour l'exécution de sa tâche, doit momentanément modifier une protection collective, **doit obligatoirement** :

- Dispositions préalables :
 - Informer préalablement le Coordonnateur SPS, la maîtrise d'œuvre
 - Justifier le retrait de la protection collective en place par l'impossibilité d'exécuter sa tâche par quelque moyen que ce soit
 - Proposer la mise en œuvre d'une autre protection collective d'un niveau équivalent
 - Indiquer les éventuels moyens de protection individuelle à adopter temporairement, ou pendant toute la durée de la tâche, pour son personnel ainsi que pour celui d'autres entreprises éventuellement
- Méthodologie :
 - Mettre en œuvre la nouvelle protection collective
 - Déposer la précédente
 - Maintenir pendant toute sa durée d'intervention la nouvelle protection mise en œuvre
 - Réaliser son intervention
 - Remettre en œuvre l'ancienne protection collective
 - Déposer la protection remplaçante

Autres protections collectives :

Dans le cas où l'évolution du chantier, par modification de planning par exemple, impliquerait la modification ou l'ajout d'une nouvelle protection collective, une entreprise sera désignée par le Maître d'œuvre après concertation avec le Coordonnateur SPS et les entreprises concernées afin d'installer et entretenir celle-ci.

Règles de responsabilité des protections collectives :

	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
➤ Mise en œuvre des protections collectives par lot à l'avancement. Chaque entreprise est tenue de mettre en place les protections collectives des ouvrages qu'elle bâtit.	EC	EC
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective par le lot titulaire de l'installation	EC	EC
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective due à une autre entreprise que celle installatrice	EC (frais à la charge de l'entreprise défaillante)	EC (frais à la charge de l'entreprise défaillante)

5.1.3.2 Mesures de prévention collectives et individuelles communes à toutes les entreprises

Les dispositions suivantes sont à respecter par TOUTES les entreprises (titulaires, sous-traitantes ou travailleurs indépendants) :

Procéder avec le CSPS à une inspection commune :

- Pour cela, Il est nécessaire de disposer d'un ordre de service, ou d'une notification du marché.
- Demande de **réalisation d'une inspection commune** par l'entreprise prenant en compte sa date d'intervention et ses délais de réalisation de PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé), dans un délai compatible avec l'exercice de la mission du CSPS pour organiser le rendez-vous.
- ou sur convocation du CSPS par l'intermédiaire du Registre Journal de Coordination. Le CSPS reste juge de la date de programmation de l'Inspection Commune.
- Les intervenants restent totalement responsables d'une demande de réalisation anticipée si leur intervention est elle-même anticipée. En cas de manquement à une convocation pour une inspection, l'entreprise devient responsable de tout retard éventuel dû au respect de la procédure d'autorisation d'accès au chantier en matière de sécurité et de prévention de la santé.
- Chaque intervenant, titulaire ou sous-traitant, sera représenté par une personne informée des travaux à réaliser (conducteur de travaux ou chef de chantier) à même de décider des moyens de prévention à mettre en place et à transmettre ces informations aux équipes intervenantes.
- Préalablement à inspection commune, chaque intervenant diffusera au CSPS :
 - un projet de PPSPS décrivant les modes opératoires envisagés avec un planning et les mesures de prévention associées ;
 - la liste des travaux sous-traités ainsi que les coordonnées des sous-traitants

La forme des inspections commune sera décidée par le CSPS : Inspections communes individuelles ou par phase.

Rédiger et Transmettre son PPSPS ainsi que tout élément demandé par le CSPS lors de l'inspection commune, avant son intervention sur le chantier :

L'entreprise explicite sa méthodologie d'intervention dans son PPSPS, pour toute prestation incluse dans son marché, en respectant les exigences du PGC et les demandes formulées lors de l'inspection commune.

L'entreprise joindra à son PPSPS toutes les fiches de données de sécurité (FDS) des produits qu'elle prévoit d'utiliser, détaillera les méthodologies, les mesures de protection collectives qu'elle mettra en œuvre, ainsi que les risques exportés vers les autres intervenants et les parades mises en œuvre. Le cas échéant, un avenant complètera le PPSPS pour tout nouveau produit ou modification de produit par rapport au PPSPS initial.

Transmettre le PGC et son PPSPS à son sous-traitant éventuel :

- Organiser l'inspection commune de ses sous-traitants et demander l'agrément au MO pour chacun des sous-traitants.
- Transmettre à son personnel les informations de prévention à respecter, (connaissances du travail exact à effectuer, de la position des cantonnements et leurs équipements, des moyens d'alerte, des numéros de téléphone d'urgence et leur localisation, des procédures spécifiques d'évacuation, des consignes en cas d'accident ou d'incendie). Les intérimaires et fournisseurs sont soumis aux mêmes obligations que tout entrepreneur titulaire d'un marché de travaux agréé par le Maître d'ouvrage. Il est de la responsabilité pleine et entière de l'entreprise de procéder à l'accueil de ses intérimaires ou fournisseurs, par tout moyen approprié (note spécifique, procédure). Ces indications seront reportées dans le PPSPS de l'entreprise titulaire.
- Transmettre, au cours de toute l'opération plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC, ou demandés par le CSPS. En particulier, tous les rapports de contrôle réglementaire à la mise en service seront transmis avec la justification écrite de la levée de toutes les éventuelles remarques.

Modalités d'accès aux seules personnes autorisées, en matière de prévention :

Les personnes autorisées « sécuritairement » à accéder au chantier sont les personnels des entreprises titulaires ou sous-traitantes, qui sont :

- Informées par les entreprises :
 - Des mesures SPS contenues dans le PGC
 - Des mesures SPS recueillies lors de l'inspection commune avec le coordonnateur SPS
 - Des mesures SPS contenues dans le PPSPS de l'entreprise
- Respectueuses de l'ensemble de ces dispositions.

En cas de non-respect constaté des consignes SPS, les personnes en cause ne sont plus autorisées et le coordonnateur SPS peut être amené à prendre les dispositions suivantes :

- Arrêt du poste de travail
- Convocation immédiate de la personne en cause avec l'interlocuteur sécurité de l'entreprise, pour relecture des consignes
- Consignation dans le registre journal des événements et consignes reformulées, avec visa des personnes concernées
- Autorisation de la reprise du poste de travail

En outre, seuls les personnels des entreprises agréées par le maître d'ouvrage seront autorisés à accéder au chantier.

Travaux :

Durant toute l'opération, les entreprises doivent :

- Viser le Registre Journal
- Assurer la présence d'au minimum une personne de l'entreprise maîtrisant la langue française sur le chantier
- Transmettre tous plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC, ou demandés en cours de chantier par le coordonnateur.

5.2 MESURES DE PREVENTION PAR PHASE

Préambule

Ce chapitre est décomposé par phase de travaux. Pour chacune d'entre elle, en fonction des co-activités, l'analyse de risques se présente de la manière suivante dans les tableaux ci-dessous :

- Risque prévisible en fonction des tâches et éléments techniques connus à ce jour
- Mesures de prévention collectives pour la réalisation des travaux intégrant les risques liés à la co-activité à mettre en place en place par le lot.

Les mesures définies par phase se cumuleront en fonction de l'avancement du chantier, sans oublier les mesures générales définies dans les chapitres précédents.

Les entreprises (titulaires ou sous-traitantes chargées de travaux) devront impérativement expliciter dans leur PPSPS les méthodologies qu'elles prévoient de mettre en œuvre dans le cadre de leur analyse de risques. Cette méthodologie devra clairement expliciter le type de moyens correspondants nécessaires à la prévention des risques qui ressortent de l'analyse. Cette analyse, propre aux travaux de l'entreprise, devra **au minimum** reprendre les points énumérés ci-dessous.

5.2.1 Phase Préparation

Coactivité : Second oeuvre

Tâches : Installations de chantier

<u>Phase préparation</u>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<i>Risques électriques</i>		
➤ Etablissement des DICT auprès de tous les services concessionnaires	EC	EC
➤ Contrôle des installations électriques de chantier, y compris des bases vie	EL	EL
➤ Consignation ou neutralisation des réseaux incorporés aux ouvrages à démolir ou à reprendre	EL	EL

5.2.2 Phase Gros œuvre – Corps d'Etats Secondaires

Co activité : Electricité ; Plomberie Sanitaire ; Ventilation ; Cloisons Doublages ; Menuiserie intérieure ; Faux plafonds ; Revêtements de sols ; Peinture intérieure ; Equipements fluides intérieurs ; Agencement

Phase Gros œuvre – Corps d'Etats Secondaires	Installation	Entretien
Risques de chute <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les tuyaux servant aux approvisionnements des mortiers pour les travaux de sols devront être disposés de façon à limiter au maximum leurs gênes (arrimage notamment dans les escaliers) ➤ Surveillance accrue pour les enlèvements des déchets et de leur évacuation, afin d'éviter toute circulation encombrée et notamment dans les escaliers ➤ Mise en place à l'avancement d'au moins un point de puisage avec robinet à nez fileté et d'un réceptacle par bâtiment (distance maximale entre 2 points ne doit pas excéder 40m) 	CAR TCE PB	CAR TCE PB
Risques d'écrasement et de chute de matériels <ul style="list-style-type: none"> ➤ Balisage des zones en travaux en hauteur afin d'éviter les coactivités verticales par le passage de personnel ➤ Stockage des matériaux de façon à éviter tous risques de chute ou de déstabilisation ➤ Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol ➤ Percements en plafonds et dalles : balisage des zones d'intervention, en partie haute et en partie basse, pour prévenir la chute de gravats liés au percement (carottage) 	EC EC EC EC	EC EC EC EC
Risques d'incendie <ul style="list-style-type: none"> ➤ Extincteur adapté conservé à proximité des travaux par points chauds et surveillance pendant 2 heures après la fin de ces travaux. ➤ Les éléments inflammables sont à éloigner ou à protéger. 	EC	EC
Risques de brûlures <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place d'écrans dans le cas de proximité avec d'autres corps d'états 	EC	EC
Risques liés au flochage/projection <ul style="list-style-type: none"> ➤ Intervention sans coactivité ➤ Balisage de la zone d'intervention ➤ Ventilation des locaux 	FLOC PEIN	FLOC PEIN
Risques d'intoxication, d'explosion <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ventilation des locaux et interdiction de fumer si l'on utilise des solvants ➤ Utilisation de moteurs thermiques proscrite à l'intérieur. 	EC EC	EC EC
Risques de blessures, émission de poussières <ul style="list-style-type: none"> ➤ Installer vos zones de découpes / poste de travail dans une pièce identifiée – pas dans une zone de circulation. ➤ Privilégier le captage à la source 	EC	EC

5.3.1 Affichage « En cas d'accident »



En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18
Pompiers

112
Centre d'appels secours

15
Samu

et dites...

- 1 Ici chantier** Aménagement d'un plateau de consultation
À (commune ou arrondissement) Annemasse
N° Rue Rue du Môle prolongée
En face de
Téléphone
- 2 Précisez la nature de l'accident**
Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.
Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
- 3 Signalez le nombre de blessés et leur état**
Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.
- 4 Décrivez l'intervention du secouriste**
Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...
- 5 Fixez un point de rendez-vous**
et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.
- 6 Faites répéter le message**
Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant leur **nom** doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.



5.3.2 Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476)

Pour la présente opération, le Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité (D.H.O.L.), dont la trame est présente ci-dessous, doit être mis en œuvre par les entreprises sur le chantier.

Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité

CSPS	Nom	Philippe Nivet	Tél.	
Mise à jour	Date de modification	V0 : 6 février 2025	Eléments modifiés	Sans objet

Partie à remplir par le CSPS				
Adresse chantier	Rue du Môle	Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPS)	Sans objet	
Contraintes horaires de livraisons	Sans objet			
Autres renseignements utiles (contraintes administratives, ...)		Quai de déchargement	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	

Partie à renseigner par le client (entreprise du BTP)				
Nom de l'entreprise			Adresse siège	
Nom du réceptionnaire			Coordonnées du réceptionnaire	
Plages horaires de livraisons				
Présence chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non		
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	<input type="checkbox"/> d(m) <input type="checkbox"/> h(m)	Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>	
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre au chantier		
		<input type="checkbox"/> appareil à la charge du fournisseur	Type	
Autres renseignements utiles				